

ACTION URGENTE

DES JEUNES MILITANTS DÉTENUS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS ÉVOQUÉS

Les jeunes militants, Bayram Mammadov et Giyas Ibrahimov, ont été arrêtés le 10 mai à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, pour des accusations de possession de stupéfiants, après avoir inscrit un graffiti politique sur la statue de l'ancien président. Selon leur avocat, ils ont été frappés et victimes de mauvais traitements pendant leur détention.

Les jeunes militants, **Bayram Mammadov** et **Giyas Ibrahimov** ont été arrêtés par la police à Bakou le 10 mai, pour des accusations liées aux stupéfiants. Bayram Mammadov est membre du mouvement de jeunes en faveur de la démocratie, NIDA. Les deux militants ont 22 ans. Giyas Ibrahimov et Bayram Mammadov ont indiqué à leur avocat que les stupéfiants avaient été placés en leur possession par les policiers, puis « découverts » en la présence de « témoins » travaillant pour la police. Le 12 mai, le juge du tribunal du district de Khatai, à Bakou, a approuvé leur détention pendant quatre mois dans l'attente de leur procès. Ils sont détenus dans la colonie de Kurdakhany, au centre de détention de Bakou. S'ils sont déclarés coupables, ils risquent jusqu'à 12 ans d'emprisonnement.

Leur arrestation a eu lieu un jour après que Bayram Mammadov a publié une photo du graffiti que lui et Giyas Ibrahimov avaient inscrit sur la statue d'Heydar Aliyev le 9 mai. Heydar Aliyev était l'ancien président azerbaïdjanais et le père du président actuel, Ilham Aliyev. Les militants ont utilisé un langage obscène sur le graffiti comme message d'opposition politique.

Pendant leur interrogatoire par la police, Bayram Mammadov et Giyas Ibrahimov ont dû répondre à des questions au sujet du graffiti, mais pas au sujet des stupéfiants. Les policiers ont demandé à plusieurs reprises aux militants de s'excuser publiquement d'avoir insulté Heydar Aliyev et les ont frappés lorsqu'ils ont refusé. Ils les ont également forcés à nettoyer les toilettes du commissariat et les ont filmés pendant qu'ils le faisaient, dans le but de les humilier. Leur avocat a indiqué à Amnesty International que pendant une rencontre avec Bayram Mammadov et Giyas Ibrahimov le 12 mai, il a vu les marques des coups qu'ils ont reçus. Les militants n'ont pas été examinés par un médecin indépendant et n'ont, à ce jour, pas été autorisés à contacter leurs proches. Leur avocat a déposé une plainte pour mauvais traitements auprès du bureau du Procureur général de l'Azerbaïdjan.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en turc azéri, en anglais ou dans votre propre langue :

- exprimez votre inquiétude quant au fait que les poursuites pénales engagées contre Bayram Mammadov et Giyas Ibrahimov semblent être motivées par des considérations politiques et fondées sur des éléments de preuve forgés de toutes pièces ;
- demandez instamment que Bayram Mammadov et Giyas Ibrahimov soient examinés par un expert médico-légal indépendant et que leurs blessures soient correctement répertoriées ;
- appelez les autorités à diligenter sans délai une enquête impartiale et efficace sur leurs allégations de mauvais traitements et sur les fausses accusations dont ils font l'objet.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 24 JUIN 2016 À :

Président Ilham Aliyev
Office of the President of Azerbaijan
19 Istiqlaliyyat Street Baku AZ1066,
Azerbaïdjan
Fax : +994 12 492 0625
Courriel : office@pa.gov.az
**Formule d'appel : Dear President, /
Monsieur le Président,**

Procureur général Zakir Garalov
7 Rafibeyli Street Baku
AZ1001, Azerbaïdjan
Courriel : info@prosecutor.gov.az
**Formule d'appel : Dear Prosecutor
General, / Monsieur le Procureur
général,**

Centre de détention de Bakou, colonie
de Kurdakhany
(Bakı şəhəri Kürdəxanı qəsəbəsi,
Bakı İstintaq Təcridxanası)
Sabuncu Rayon, AZ1059
Azerbaïdjan

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Azerbaïdjan dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES JEUNES MILITANTS DÉTENUS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS ÉVOQUÉS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

D'après l'avocat de Bayram Mammadov et Giyas Ibrahimov, les autorités azerbaïdjanaises affirment que la police a découvert environ huit grammes d'héroïne sur les militants le 9 mai. L'avocat affirme que les accusations de possession de stupéfiants sont forgées de toutes pièces et que la réelle raison de leur arrestation est liée au graffiti qu'ils ont réalisé.

L'avocat a également indiqué à Amnesty International que les témoins qui ont fourni leurs déclarations quant aux stupéfiants découverts n'étaient pas indépendants puisqu'ils travaillent pour la police azerbaïdjanaise. Amnesty International a recueilli des informations faisant état de pratiques similaires utilisées en Azerbaïdjan pour forger de toutes pièces des accusations dans d'autres affaires contre des militants et des défenseurs des droits humains.

Depuis longtemps, Amnesty International s'inquiète du fait que le gouvernement azerbaïdjanais ne respecte pas ses obligations internationales en matière de protection des droits aux libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique. Les personnes qui, dans le pays, expriment des opinions dissidentes sont fréquemment la cible d'accusations forgées de toutes pièces, d'agressions, de harcèlement, de chantage ou d'autres représailles de la part des autorités et des groupes qui leur sont liés. Les responsables de l'application des lois recourent régulièrement à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements contre des militants de la société civile, en toute impunité.

En mars 2016, l'Azerbaïdjan a libéré huit prisonniers d'opinion, notamment l'éminent avocat spécialiste des droits humains, Intigam Aliyev, le défenseur des droits humains, Rasul Jafarov, et le président de l'organisation locale de surveillance électorale, Anar Mammadli. Cependant, au moins sept prisonniers d'opinion sont toujours en détention et les représailles incessantes rendent le travail de défense des droits humains pratiquement impossible. La plupart des principales ONG travaillant sur les droits humains, la corruption et la surveillance électorale font l'objet de poursuites pénales et voient leurs comptes bancaires gelés et/ou leur inscription révoquée.

Il est de plus en plus difficile de surveiller de façon indépendante la situation des droits humains dans ce pays. Plusieurs organisations internationales de défense des droits humains et médias internationaux se sont vu refuser l'entrée sur le territoire en 2015. Ainsi, le 7 octobre 2015, la délégation d'Amnesty International s'est vu refuser l'entrée sur le territoire et a dû repartir de l'aéroport international Heydar Aliyev de Bakou.

Noms : Bayram Mammadov et Giyas Ibrahimov
Hommes

AU 114/16, EUR 55/4039/2016, 13 mai 2016